Sécurité maritime: organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires

1993/0518(SYN) - 16/02/1994

La commission des transports a adopt le rapport de M. LALOR (I, RDE) sur la proposition de directive du Conseil prsente par la Commission europenne. M. LALOR a rappel que son rapport tait largement justifi: de 1975 1991, une moyenne de 380 navires par an ont t impliqus dans des accidents survenus a et l dans le monde. Depuis 1986, ce nombre a fluctu autour d'une moyenne de 230 navires par an avec un chiffre record de 258 en 1991 et, par consquent, un grand nombre de dcs (1204). En 1991, 74 % des navires impliqus dans les accidents avaient plus de 15 ans. Toutefois, l'ge ne pose pas forcment de problme si les navires sont construits, exploits et entretenus conformment aux normes internationales. Compte tenu du manque d'infrastructure technique et d'expertise, de nombreux tats de pavillon sont incapables de raliser des inspections adquates et rgulires pour garantir que les navires battant leur pavillon respectent les normes requises en matire de scurit et de protection de l'environnement. M. LALOR, tout comme la commission, ont accueilli favorablement la proposition de directive en raison du fait qu'elle incorpore dsormais des critres satisfaire pour ce qui concerne la coque, les machines et les installations lectriques et de contr·le, qui sont des lments fondamentaux pour la navigabilit d'un navire et qui ne sont pas suffisamment couverts par les conventions internationales. Le rapporteur a delar: "Une directive assure une mise en oeuvre plus uniforme des rgles et est toujours meilleure qu'une approche individuelle des tats membres". Enfin, le rapporteur a galement jug qu'il tait souhaitable que la Commission europenne dresse une liste de socits de classification reconnues de sorte que les armateurs sachent qui ils ont affaire. C'est, entre autres, pour cette raison que la commission a adopt les amendements du rapporteur, qui sont destins, d'une part, clarifier les dfinitions utilises et/ou les rendre plus rigoureuses et, d'autre part, souligner la ncessit de rglementations strictes.